

Poste : Expert Senior en Droit public

Définition / Descriptif du poste

1. Mission

Chargé de fournir une expertise juridique approfondie pour la production d'avis et rapports au sein du CESE, l'expert senior en « Droit public » doit s'assurer que les productions du conseil sont conformes aux normes juridiques, qu'ils respectent les lois et réglementations en vigueur, et qu'ils intègrent une analyse juridique solide dans leurs conclusions et recommandations.

2. Compétences requises :

- Analyse juridique des rapports : L'expert est chargé d'analyser en profondeur les rapports produits par l'institution afin de s'assurer qu'ils respectent les normes juridiques en vigueur. Il vérifie la cohérence des informations présentées et s'assure que les conclusions et recommandations sont fondées sur des bases juridiques solides ;
- Intégration de l'approche droits de l'Homme dans les politiques publiques ou dispositifs internes ;
- Veille juridique : Surveiller en permanence les changements législatifs et réglementaires qui pourraient avoir un impact sur l'institution, et informer les parties concernées des nouvelles obligations ou opportunités en découlant ;
- Rédaction de parties juridiques : En cas de besoin, l'expert rédige les parties spécifiques des rapports qui nécessitent une expertise juridique. Il peut s'agir d'explications juridiques, d'analyses de risques juridiques ou de recommandations basées sur des considérations juridiques ;
- Validation des sources et des données : L'expert s'assure que toutes les sources utilisées dans les rapports sont fiables et légalement acceptables. Il vérifie également l'exactitude des données juridiques utilisées dans les analyses et les recommandations ;
- Conseil aux auteurs des rapports : Fournir des conseils juridiques aux auteurs des rapports tout au long du processus de production pour garantir que les questions juridiques soient correctement traitées et intégrées dans les documents finaux.

3. Expérience requise :

10 ans d'expérience exigée dans le domaine du droit public, spécialité : droits de l'Homme/Droits Economiques, Sociaux et Environnementaux.

4. Autres compétences :

- Capacités rédactionnelles en Arabe et en Français ;
- Maîtriser deux langues étrangères au moins ;
- Connaissance du contexte socio-économique et institutionnel marocain ;



5. Type de contrat :

- Contrat de droit commun.